



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1984/63
27 février 1984
FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarantième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES
LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Note verbale, en date du 24 février 1984, adressée au Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies, par le Représentant permanent du
Nicaragua auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Office des Nations Unies à Genève prie le Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer cette note, avec son annexe, au titre du point 12 de l'ordre du jour de la quarantième session de la Commission des droits de l'homme.

Annexe

Pendant mon voyage en Amérique centrale, j'ai visité au Honduras les camps de réfugiés salvadoriens et les camps miskitos près de la frontière avec le Nicaragua.

Le 7 janvier, j'ai voyagé avec une commission dont les membres étaient le père Luis Perez Aguirrez de l'Uruguay, Conseiller du "SERPAJ" latino-américain et M. Claudio Lozano, responsable du Département des droits de l'homme. Du "SERPAJ" argentin, il y avait l'évêque John Wilson, chargé de la région centroaméricaine de l'Eglise Morava-Miskita et les cameramen Gustavo Bonifacini et Tristan Bower. Nous accompagnait enfin le colonel Garcia Tursen, chargé des réfugiés par le Gouvernement hondurien.

Les faits, sur lesquels nous demandons des éclaircissements aux Gouvernements du Honduras et du Nicaragua, se sont déroulés comme suit :

1. Nous nous sommes rendus en hélicoptère de Tegucigalpa au camp de réfugiés miskitos à Mocoron, où nous avons atterri à 9 h 30 environ.
2. A notre arrivée, les représentants d'organismes internationaux et du HCR nous ont confondus avec une mission qui arrivait pour enquêter sur les événements survenus la veille, 6 janvier; la radio avait annoncé qu'au cours d'une tuerie, environ 200 personnes du sexe masculin avaient perdu la vie, les autres s'étant dispersées dans la forêt. Selon les informations, environ 600 Indiens miskitos avaient été interceptés par des troupes honduriennes alors qu'ils cherchaient à regagner le Nicaragua.
3. D'après le récit des représentants des organismes internationaux à Mocoron, les informations leur étaient parvenues parce que le transmetteur des troupes était endommagé et que celles-ci ne pouvaient plus entrer en liaison directe avec Tegucigalpa, raison pour laquelle elles demandaient d'assurer la transmission.
4. Vers midi, le colonel Balderrama, commandant en second, est arrivé au camp où il nous a fait savoir que le commandant en chef de la zone militaire n'avait pu venir car il avait dû se rendre à l'endroit où l'incident s'était produit. Le colonel Balderrama a essayé de minimiser les faits : il a indiqué qu'il n'y avait pas eu autant de morts et que la plupart avaient fui dans la forêt, en expliquant que les informations transmises étaient confuses.
5. De notre côté, par note verbale, nous avons fait part de notre inquiétude au Gouvernement hondurien, en espérant obtenir des éclaircissements sur l'incident.
6. Par la suite, au cours de mon séjour à Panama, j'ai rencontré le père Miguel d'Escoto, Ministre nicaraguayen des relations extérieures, auquel j'ai exposé le problème en lui demandant que tout soit fait pour vérifier les informations.
7. N'ayant rien reçu jusqu'ici à ce sujet, nous nous voyons dans l'obligation de porter les faits à la connaissance des gouvernements et des organismes internationaux en leur demandant de faire le nécessaire pour ouvrir une enquête et éviter que pareils incidents ne se répètent.

8. Nous proposons que soit créé un couloir, placé sous la protection du HCR, afin de garantir la circulation des Miskitos entre le Nicaragua et le Honduras et d'assurer leur intégrité physique.

Nous voulons ainsi contribuer au respect des personnes et des peuples, ainsi qu'à la solution des conflits entre des peuples frères, tels que ceux du Nicaragua et du Honduras.

Tel est le résumé des faits dont nous avons eu connaissance. Nous serions reconnaissants de tout ce qui pourrait être fait pour obtenir des éclaircissements et trouver une solution au problème.

Fraternellement.
Paix et prospérité.

Adolfo Perez Esquivel
Prix Nobel de la paix, 1980